

ASSOCIATION DE LA PAROLE AUX ACTES.

COMMUNIQUÉ COMMUN

MANIFESTATION DU 8 NOVEMBRE 2025

Devant la Conférence des évêques de France, 58 avenue de Breteuil, Paris, 15h

Nous, victimes dans l'Église catholique d'abus spirituels, de pouvoir, et de violences sexuelles, physiques et psychologiques, nous vous appelons à tous nous rassembler.

Ce rassemblement, porté par l'ensemble des associations, collectifs et soutiens signataires, veut faire entendre une voix commune : celle des victimes qui refusent que l'impunité persiste.

NOUS DISONS : ÇA SUFFIT.

Trop longtemps, la parole des victimes a été confisquée, minimisée, instrumentalisée.

Trop longtemps, les institutions ecclésiales se sont régulées elles-mêmes, sans contrôle ni transparence.

Trop longtemps, l'État est resté en retrait d'un drame national qui concerne toute la société.

NOUS RAPPELONS UNE ÉVIDENCE : LES VICTIMES DE L'ÉGLISE SONT AUSSI ET AVANT TOUT DES CITOYENS FRANÇAIS.

Elles ont droit, comme toute victime, à la justice, à la reconnaissance et à la protection.

Aucune mesure de justice ne peut se passer de l'État, il est donc temps qu'il prenne enfin toute sa place dans la reconnaissance et l'indemnisation des victimes de l'Église.

UNE AVANCÉE IMPORTANTE MARQUE UN TOURNANT : L'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE DES DÉPUTÉS VANNIER ET SPILLEBOUT.

Ce travail courageux est un signal fort : l'État commence enfin à se saisir de ce scandale. Et cette première étape doit maintenant ouvrir sur des actes concrets.

NOUS DEMANDONS :

- La création d'une commission administrative indépendante, compétente pour toutes les victimes de l'institution ecclésiale, sans distinction d'appartenance ni de statut.
 - Comment accepter que le sort des victimes soit confié sans contrôle à l'institution des agresseurs ?
- La mise en œuvre effective et rapide des 45 recommandations du rapport Sauvé.
- Les conclusions des groupes de travail doivent devenir tangibles, le statu quo de ces derniers mois sur la gestion des prêtres et personnels de l'Église est inacceptable.

LE 8 NOVEMBRE, NOUS NOUS RASSEMBLERONS POUR DIRE ENSEMBLE : PLUS JAMAIS ÇA.

Nous voulons que les victimes soient reconnues, réparées, écoutées.

Nous voulons un État garant de l'égalité et de la justice.

Nous voulons une Église enfin responsable de ses actes devant la société, et devant la loi républicaine.

Ce communiqué est ouvert à la signature de toutes les associations, collectifs et citoyens qui partagent ces exigences.

Parce que la vérité et la justice ne sont pas des appartenances, mais des combats communs.

